



Dignité et Droits  
pour les Enfants  
en Côte d'Ivoire  
**DDE-CI**

Partenaire du Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)



01 BP 1721 Abidjan 01(RCI) Tél. 20 24 35 31/20 2 65 58 752 87 07/06 Fax (225) 20 32 45 89

E-mail : [ongddeci@gmail.com](mailto:ongddeci@gmail.com)

## RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2018

Période	Du 01 Janvier au 31 Décembre 2018
Responsable	Emilienne COULIBALY, Directrice Exécutive



Lecture du manifeste - Bassam



Cérémonie de lancement - Bassam - Remise du manifeste - Abidjan



## SOMMAIRE

Sigle et acronymes.....	<b>3</b>
Contexte.....	4
Rappel des objectifs et cibles.....	5
Tableau synoptiques des activités, résultats et recommandations/perspectives.....	6-14
Activités de coordination.....	15-16
Bilan financier.....	17
Difficultés des programmes.....	17-19
Conclusion.....	30

## **Sigles & Acronymes**

---

APEH - YOP : Association de parents d'élèves porteurs du handicap - Yopougon (quartier nord d'Abidjan)

BPM : Brigade de Protection des Mineurs

CA : Conseil d'Administration

CADBE : Charte Africaine des Droits et Bien-être de l'Enfant

CAT: Conduite à tenir

CDE : Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant

CESEH : Centre d'Eveil et de Stimulation des Enfants Handicapés

CDD : Contrat à durée déterminée

CDPH: Convention relative aux droits des personnes handicapées

CICR : Comité international de la croix rouge

CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance sociale

COM : Centre d'Observation des Mineurs

CREA: Complexe Socioéducatif ERB Aloïs

DPE : Direction de la protection de l'enfant

DPJ/EJ : Direction de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse

ECL : Enfant en Conflit avec la Loi

EDR : Enfants De la Rue

EHA : Enfants handicapés ou enfants en situation de handicap

EVA: Enfants victimes de violences et d'abus

EMD : Enfant de Mère détenue

ESB: Enfant sans Barreaux

IMC : Infirmité motrice cérébrale

INFS : Institut national de formation sociale

MACA: Maison d'Arrêt et de Correction

OIM : Organisation Internationale d'Immigration

OPJ : Officier de la police judiciaire

PCA : Président du Conseil d'Administration

S/DLTEDJ : Sous Direction de la Lutte contre la Traite des Enfants et de la Délinquance Juvénile

SGBCI : Société Générale de Banque en Côte d'Ivoire

SOCI : Special Olympics Côte d'Ivoire

## CONTEXTE

La situation des droits des enfants dans notre pays demeure encore préoccupante. En effet, l'année 2018 a été marquée par exemple par le phénomène d'enlèvements d'enfants et de nombreux cas de violences et d'abus sexuels identifiés sur des enfants. Le phénomène des enfants dits "microbes" ou en conflit avec la loi ayant engendré des pertes en vies humaines a créé la psychose au sein de la population.

Au regard de ce qui précède, l'on peut avancer qu'il y a eu des violations des droits de l'homme de façon générale et en particulier celles des enfants.

Toutefois, quelques actions ont été menées pour faire face à ces violations. En effet, les violences faites aux enfants sont dorénavant de plus en plus dénoncées soit à travers des numéros verts, soit de manière anonyme auprès des postes de police ou par des protestations des activistes des droits de l'enfant à travers des marches et communiqués de presse. Ainsi, les enfants victimes de violences ou de mariages précoces sont retirés des mains de leurs bourreaux et mis hors de danger. On note également une forte collaboration entre les organisations de défense des droits de l'enfant et les services techniques des ministères en charge de la question de l'enfant entre autres la Direction de la Protection de l'Enfant (DPE), le Service de Protection Judiciaire de l'Enfant et la Jeunesse (SPJEJ), la Direction de la Protection Judiciaire, de l'Enfant et la Jeunesse (DPJEJ). Pour une meilleure protection de l'enfant dans son environnement, les leaders de la société civile et des partenaires étatiques ont bénéficié de la part des institutions et ONG tels que l'Unicef, Save the Children Côte d'Ivoire, le Forum des ONG etc., des renforcements des capacités en termes de protection des droits de l'enfant.

Ces quelques avancées sont à mettre au compte des actions réalisées par des organisations de protection et de défense des droits de l'enfant sur le terrain, en collaboration avec les services techniques des ministères susmentionnés. Mais beaucoup reste à faire en vue de rendre effective l'application des droits de l'enfant. Plusieurs milliers d'enfants en Côte d'Ivoire ne disposent pas encore d'extraits de naissance. En milieu scolaire, plus de deux cents(200) jeunes filles en grossesse seraient identifiées. Quant aux enfants en situation de handicap, nombreux sont ceux qui demeurent encore "invisibles", marginalisés à cause des préjugés, des ancrages socioculturels en dépit des actions menées par l'Etat, la société civile dont l'ONG Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire (DDE-CI).

Pour mémoire, DDECI inscrit son action dans la promotion de la Convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant (CDE), de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (CADBE) et de la Convention des Droits des Personnes handicapées (CDPH) puis agit particulièrement auprès des enfants en difficulté, victimes de toutes formes de violences, de la guerre, de la drogue, de la prostitution, de l'exploitation économique, de la traite, du VIH/SIDA, du handicap et de l'abandon par leur famille.

Pour alors répondre aux besoins des enfants vulnérables susmentionnés, DDE-CI a mis en place trois programmes tels que le programme "Enfance Sans Barreaux"(ESB), le programme "Enfants Victimes de Violences et d'Abus(EVA) et le programme "d'Appui à la Promotion et Protection des Droits des Enfants Handicapés" (EHA).

C'est dans ce contexte que l'ONG DDE-CI, poursuit les activités au plan opérationnel en privilégiant quatre axes d'intervention :

- Actions directes en faveur des enfants ;
- Actions de renforcement des capacités des acteurs de la société civile et de l'Etat;
- Actions de mobilisation sociale et communautaire ;
- Actions de plaidoyer pour un environnement protecteur des enfants.

Ce présent rapport est une compilation globale des activités menées par l'ensemble des services selon leurs spécificités et la coordination durant l'année 2018.

## Bilan technique

---

### 1. RAPPELS DES OBJECTIFS ET DES CIBLES

De façon générale, les enfants vulnérables jouissent de leurs droits, bénéficient de mesures de protection et reçoivent le soutien et l'assistance nécessaires pour leur croissance harmonieuse aux travers les actions des programmes de DDECI.

<b>Programme</b>	<b>Programme EHA</b>	<b>Programme ESB</b>	<b>Programme EVA</b>	
<b>Thématique</b>	Promotion de l'assistance inclusive	Justice juvénile restaurative	Réunification familiale des enfants et migrants	Accueil en transit et réinsertion socio familiale
<b>Objectifs</b>	Les enfants en situation de handicap sont reconnus comme des personnes à part entière, acceptés dans leur famille, intégrés dans la vie de leur communauté et jouissent de leurs droits fondamentaux.	Les droits fondamentaux des enfants en conflit avec la loi sont promus et défendus en leur assurant un environnement protecteur, afin de favoriser leur réinsertion familiale, scolaire et socio professionnelle.	Les enfants migrants sont identifiés et pris en charge d'urgence suivis de la recherche familiale et de la réinsertion sociale dans leurs pays d'origine avec l'assurance de projets de vie exécutables et du soutien de leurs familles.	Les enfants victimes d'abus/violences sont recueillis et reçoivent un premier soutien d'urgence et une prise en charge holistique en vue de leur réhabilitation sociale
<b>Cible principale</b>	Les enfants en situation de handicap	Les enfants en conflit avec la loi ou privés de liberté.	Les enfants victimes de violences et d'abus ainsi que les migrants.	Les enfants égarés et abandonnés, exploités sexuellement ou au travail, victimes de toutes sortes de maltraitances et d'abus.
<b>Cible secondaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les parents et familles,</li> <li>- les services et agents de l'Etat (services sociaux, éducatifs),</li> <li>- les partenaires institutionnels de la société civile, les médias,</li> <li>- les groupes religieux et les communautés de base, leaders et responsables de regroupements associatifs</li> </ul>			

## 2. TABLEAU SYNOPTIQUE DES ACTIVITES MENEES ET RESULTATS

### 2.1 Activités usuelles des programmes

Activités menées	Résultats obtenus	Cibles atteintes			Commentaire	Recommandations ou perspectives
		M	F	Total		
<b>AXE 1: Actions directes en faveur des enfants</b>						
<b>Programme EHA</b>						
Apporter aux EHA, une assistance médicale appropriée et de qualité	Au cours de cette année, l'on a accueilli et traité en 1050 séances, 78 enfants ayant diverses pathologies : IMC, plexus brachial, pied bots, hémiplégie, hydrocéphalie, retard psychomoteur... Des exercices de gain d'équilibre, de renforcement musculaire, de mobilisation articulaire, de marche avec trotteuse, dans des barres parallèles etc. ont permis une réduction relative des spasmes, une mobilité améliorée pour 55% des EHA et un début de la position assise, de contrôle de la tête pour 48% des EHA.	49	29	78	Ces résultats sont à mettre à l'actif du professionnalisme des deux kinés engagés à la cause des EHA. En revanche, l'irrégularité de certains parents à la rééducation inhibe des avancées chez certains enfants. Par ailleurs, il faut mentionner le décès d'un bénéficiaire de la rééducation ; une fille à la suite d'une infection pulmonaire. Six (06) enfants hydrocéphales nécessitant des interventions chirurgicales ont bénéficié chacun d'une valve et ont été opérés avec succès. Deux (02) enfants sont en attente d'opération pour problème d'anémié.	Poursuivre la rééducation et faire le suivi des hydrocéphales pour l'intervention chirurgicale.
Apporter une éducation adaptée/spécialisée aux EHA ( <i>éveil et stimulation</i> )	Au titre de l'année scolaire 2017-2018, 76 enfants ont été inscrits à l'éveil. Au cours de l'année 2018, 08 cas d'abandon ont été signalés pour des raisons de transport, de mutation des parents... 68 EHA (5 à 17 ans) ont été évalués ; 60% des apprenants ont acquis l'autonomie : ils parviennent à s'alimenter seuls, s'habiller seuls, 39% respectent les consignes (faire les petits commissions, colorier un dessin sans déborder etc.).	58	18	76	Les activités mises en place en faveur des enfants émanent de cinq grands domaines : la psychomotricité, la socialisation, la communication, l'autonomie et la cognition. Ces avancées se justifient par l'engagement de l'équipe d'encadrement et l'appui des stagiaires de l'INFS et aussi l'assiduité et la participation des bénéficiaires aux activités à eux proposées. Les types de handicaps identifiés (autisme:17 ; instabilité psychomotrice:25 ; déficients intellectuels moyens :19 ; déficients intellectuels légers : 15)	Reconduire les activités dans lesquelles les enfants n'ont pas réussi.
Faire le suivi des EHA bénéficiaires de soutien et suivi scolaires	21 enfants en situation de handicap scolarisés ont fait l'objet de suivi dans des écoles ordinaires et spécialisées : ❖ EHA suivis dans des écoles ordinaires : 10 -2 enfants handicapés intellectuels sont admis en 6 <sup>ème</sup> ; -2 enfants autistes sont admis respectivement en classe de 3 <sup>è</sup> et CM2 ;	11	10	21	Parmi les 21 enfants suivis, 10 inscrits dans des écoles primaires ont eu des résultats satisfaisants Pour ceux qui sont dans des écoles spécialisées, quelques progrès ont été enregistrés : certains sont devenus autonomes (prennent seuls leur bain, font leur lit seuls). Cependant, d'autres ont des troubles de langage et des problèmes de comportement.	-Continuer le suivi -Au regard de nombreux enfants ayant des troubles de langage, l'appui d'un orthophoniste a été recommandé afin d'améliorer l'expression orale des enfants.

Activités menées	Résultats obtenus	Cibles atteintes			Commentaire	Recommandations ou perspectives
		M	F	Total		
	<p>-6 enfants handicapés moteurs et intellectuels passent en classe supérieure.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ EHA suivis dans des écoles spécialisées : 11 <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 11 inscrits à l'école « Grain de Soleil » de Bécédi :</li> </ul> </li> </ul> <p>-6 sont relativement autonomes ;  -1 enfant proposé pour l'école ordinaire.  -4 sont encore instables</p>					
Organiser des séances d'écoute des parents d'enfants en situation de handicap	<p>102 séances d'écoute et entretien, 71 séances de guidance parentale en faveur de 110 parents ont été effectuées.</p> <p>68 histoires de vie rédigées</p> <p>La guidance parentales est l'occasion d'information les parents des causes et de la prise en charge du handicap.</p>	38	72	<b>110</b>	<p>La perception du handicap par les parents se dégage mieux. Les handicaps légers, tels que le plexus brachial ou les pieds bots sont facilement acceptés par les parents qui s'engagent pleinement dans la prise en charge. Quant aux handicaps lourds comme les IMC profonds/sévères ou bien l'autisme, ils sont difficilement acceptés par les parents estimant que leur enfant n'évoluera jamais.</p>	<p>Ces éléments suscités favorisent la compréhension du handicap aux parents pour une meilleure prise en charge de l'enfant. Continuer donc l'activité d'appui psychosocial</p>
Offrir aux EHA la possibilité d'accéder aux activités sportives.	<p>88 enfants ayant participé aux activités sportives (athlétisme, fitness, boccé, tennis de table) au sein du complexe socioéducatif ERB Alois de DDE-CI ont amélioré leurs connaissances dans ces disciplines.</p>	47	41	<b>88</b>	<p>Les enfants porteurs de handicap et les enfants non handicapés (20 enfants non handicapés) participent avec enthousiasme aux activités à eux proposées. La présence des enfants non handicapés crée le brassage, la cohésion entre les deux groupes.</p>	<p>Poursuivre l'activité</p>
	<p>48 enfants ayant participé aux compétitions nationales organisées par Special Olympics Côte d'Ivoire (SOCI) ont remporté 7 médailles dont 4 en or et 3 en argent. Athlétisme : 3 médailles en argent et 1 en or ; tennis de table: 2 en or ; boccé: 1 en or.</p>	29	19	<b>48</b>	<p>Les compétitions nationales de 2018 organisées par Special Olympics Côte d'Ivoire se sont déroulées au Lycée Classique d'Abidjan. Elle on vu la participation de 48 EHA de DDE-CI. Au terme des compétitions nationales 8 enfants de DDE-CI ont été sélectionnés pour participer aux jeux mondiaux, special olympics de Dubaï 2019.</p>	<p>Continuer les activités en mettant l'accent sur les compétitions de Dubaï 2019</p>
<b>Programme EVA</b>						
Accueil et hébergement	<p>- Enregistrement ; Informations ; - Distribution de kits</p> <p>- 6 à 12 ans : 16 enfants (06 garçons + 10 filles)</p> <p>- 13 a 17 ans : 25 garçon (17 filles et 8 garçons)</p> <p>- 18 ans+ : 30 garçons (23 garçons et 7 filles) dont 26 migrants.</p>	37	34	<b>71</b>	<p>Le centre Sauvetage a été régulièrement sollicité par la SDLTEDL à l'effet d'accueillir des enfants en situation difficile. Mais la capacité d'accueil réduite et l'absence de financement freinent toutes ces sollicitations. 68 kits partagés contenant chacun (éponge, serviette, brosse à dents, savons de toilette, pâte dentifrice, drap, couverture et habits de</p>	<p>-Chercher des financements  -Renforcer la mobilisation de dons</p>

Activités menées	Résultats obtenus	Cibles atteintes			Commentaire	Recommandations ou perspectives
		M	F	Total		
	Tous les migrants ont été réinsérés en famille avec l'appui de l'OIM.				rechange). Trois enfants accueillis et retournés en famille le même jour.	
<b>Assistance médicale</b>	*55 consultations systématiques à l'endroit de 55 nouveaux bénéficiaires accueillis. *04 consultations ; des examens sanguins ont été faits pour un bénéficiaire ayant des œdèmes.	41	15	<b>56</b>	Les cas de dermatose (teignes, mycoses, accès palustre et toux (sèche et grasse) sont récurrents. La plupart des enfants en rupture de relations familiales séjourne pendant longtemps dans la rue.	La convention d'appui médical établie entre le DDE-CI et la SGBCI, a été d'un apport très considérable Poursuivre donc l'activité
<b>Appui psychosocial</b>	* <b>Au niveau du centre</b> : 55 enfants concernés (83 séances d'écoute, 39 séances d'entretien et de counseling) * <b>Au plan externe</b> , 16 enfants suivis pour counseling - 12 sorties pour enquêtes psychosociales au profit de 11 enfants en difficulté. - 08 séances d'écoute pour 05 enfants en état de vulnérabilité et 04 séances de thérapie de groupe	42	29	<b>71</b>	Ainsi, au plan interne, excepté un cas de fugue, tous les autres enfants ont été réceptifs à nos messages. Les sorties ont été profitables pour aider les enfants à se stabiliser ainsi que dans l'exécution de leur projet de vie. Pour d'autres enfants : d'une part, l'on a travaillé à impulser chez eux un changement de comportement et d'autre part sensibiliser leur famille à plus d'actions de protection à leur endroit. Pour 01 enfant, il était question d'œuvrer à déterminer les causes de son raccrochage scolaire et la rupture de ses relations avec ses répondants.	Poursuivre l'activité
<b>Activités socioéducatives et sportives</b>	-49 séances d'alphabétisation- mathématique et française ; -28 séances d'alphabétisation avec l'outil Sankoré (apprentissage des couleurs, la connaissance des animaux et français) ; 36 séances d'assemblée des enfants ; 15 réunions de tutorat ; 8 poèmes ; -6 ballets ; 28 séances de coloriage ; etc. -38 séances d'activités sportives ; -22 séances de causeries à thème. Toutes ces activités ont été réalisées avec 56 enfants	34	22	<b>56</b>	Les activités socio-éducatives et sportives ont permis de maintenir ou d'améliorer le niveau de connaissances des enfants en rupture scolaire, et à l'épanouissement des bénéficiaires. Les causeries à thème, les réunions de tutorat, les assemblées des enfants et les activités d'ergothérapie (lessive collective, entretien des dortoirs, etc.) ont favorisé le renforcement de la cohésion du groupe et la réduction de la violence physique.	Par ailleurs, le logiciel Sankoré a été d'un apport technique important pour les séances d'alphabétisation. Les enfants s'amuse tout en apprenant. Poursuivre donc l'activité
<b>Recherche et médiation familiale</b>	-48 enfants documentés pour les recherches de familles ; 28 sorties effectuées pour la recherche de leurs parents dans le district d'Abidjan.	29	27	<b>56</b>	Les recherches de répondants des enfants par photos, ont été menées à Yopougon, Abobo, Adjamé. Usage aussi des radios de proximité ; dans les communautés malinké, les mosquées,	Poursuivre l'activité



Activités menées	Résultats obtenus	Cibles atteintes			Commentaire	Recommandations ou perspectives
		M	F	Total		
	-23 séances de médiation familiale ont été menées avec les familles de 08 enfants.				les commissariats du 16 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> arrondissement et les gares routières. Collaboration avec le CICR pour appui à la recherche de famille de 2 enfants dont les répondants résideraient dans la ville de Guiglo	
<b>Suivi en famille et en institution</b>	-12 visites à domicile à 18 enfants ; - 08 visites en institution à 06 enfants ; -15 séances d'entretien avec 11 parents et 14 enfants	28	10	<b>38</b>	Le suivi de ces 38 cas a permis d'actualiser la situation de ces enfants. Les échanges avec ces enfants et leurs parents ou répondants, ont permis d'avoir une idée de leur niveau d'intégration.	Poursuivre l'activité
<b>Programme ESB</b>						
Accueil-soutien psychosocial à la S/DLTEDJ, ex BPM <sup>1</sup>	Des ECL <sup>2</sup> soupçonnés d'infraction et en garde à vue sont accueillis et écoutés et ont bénéficié de soutien psychosocial	<b>57</b>	<b>16</b>	<b>73</b>	Les ECL accueillis et écoutés pour la plupart sont soupçonnés de vol soit 75% des mineurs accueillis ; un cas de meurtre et quelques cas de coups et blessure volontaires, viol et des cas de délit de vagabondage	Accroître le personnel intervenant à la BPM suite aux nombreux cas d'enfants accueillis et écoutés
Médiation et conciliation à la BPM	Les ECL sont libérés et intègrent la famille	<b>47</b>	<b>16</b>	<b>63</b>	Fort taux de libération à l'issue de la médiation	Privilégier les actions de médiation à tout niveau
Appui psychologique	Les ECL bénéficient de soutien psychoaffectif conséquent	<b>22</b>	<b>1</b>	<b>23</b>	Les ECL suivis sont des délinquants immatures ; altération des liens familiaux et troubles affectifs. Rétablir les liens familiaux devient un impératif dans le processus de réinsertion sociale	Poursuivre les ateliers de parentalité positive
Appui juridique et plaidoyer	Des demandes de mise en liberté et de modification de garde sont rédigées au profit des enfants. Les droits et garanties procédurales des mineurs sont mis en œuvre	<b>20</b>	<b>5</b>	<b>25</b>	Pour les infractions de moindre gravité, les juges sont favorables à la libération des enfants avec l'implication des parents et l'indemnisation des victimes. Longue durée des détentions préventives pour des infractions dites graves	Continuer le plaidoyer auprès des juges et autres acteurs judiciaires. Convaincre les juges de libérer les enfants après des périodes de détention provisoire longue tout en impliquant les familles

<sup>1</sup> Brigade de Protection des Mineurs

<sup>2</sup> Enfants en Conflit avec la Loi

Activités menées	Résultats obtenus	Cibles atteintes			Commentaire	Recommandations ou perspectives
		M	F	Total		
Appui alimentaire	Une alimentation saine et équilibrée est servie aux ECL, aux enfants de mères détenues et femmes enceintes	110	15	125	A la BPM comme au COM et MACA les ECL ont eu droit à l'apport d'aliments et de compléments, améliorant ainsi leur alimentation. Les enfants de mères détenues ont bénéficié de produits laitiers, de sucre, de kilogramme de riz, de pâte alimentaire en plus des produits hygiéniques	Accroître le nombre des appuis alimentaires au COM qui est d'un par semaine. Développer des mécanismes par la mobilisation de vivres et des actions concertées entre intervenants.
Appui sanitaire	Des meilleures conditions de détention hygiénique et saine sont assurées en faveur des ECL	108	13	121	Dons de draps, seaux de bain, des cartons de javel, de savon liquide et morceaux de savon, des assiettes et des verres. Remise de kits de toilette aux mineurs en garde à vue à la BPM	Des mobilisations de dons à faire vu les conditions hygiéniques précaires en dépit des efforts
Réinsertion	Des ECL réinsérés au plan familial, scolaire et socio professionnel	50	22	72	Les médiations menées auprès des familles ont permis une réinsertion des enfants au niveau familial. Nous notons aussi une parfaite exécution de quelques projets de vie des mineurs.	Déployer plus d'intervenants pour assurer une parfaite réinsertion des ECL ; Signature d'accord avec des corps de métier ou des faitière de métiers comme la chambre nationale des métiers de Côte d'Ivoire
Alphabétisation	Les mineurs savent lire, écrire et faire des calculs arithmétiques. Les mineurs connaissent ce que c'est que les droits de l'Homme et la citoyenneté	35	12	47	Les mineurs sont intéressés par les différentes activités de l'alphabétisation et surtout l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté	Fournir l'alphabétisation d'ouvrages didactiques

## AXE 2 : Actions de mobilisation sociale et communautaire

### Programme EHA

Organiser des groupes de parole avec les mamans	12 groupes de paroles réalisés ont connu la participation de 58 parents dont 46 mamans et 12 pères.	12	46	58	A travers les groupes de paroles, chaque parent expose son vécu du handicap. Cette expérience enrichissante a permis aux uns et aux autres d'approfondir leurs connaissances en termes de prise en charge du handicap.	Continuer l'activité. Organiser les groupes de parole avec les frères et sœurs des EHA
Organiser une séance d'échanges sur la PEC de la trisomie 21(T21)	Dans le cadre de la journée mondiale de la Trisomie 21 célébrée le 21 mars 2018, une séance d'échanges et d'information sur la « prise en charge de la trisomie 21 » a été co-animée par le Chargé de programme, le Kiné et un animateur du CESEH à l'endroit de 58 parents.	19	39	58	L'action a consisté à présenter aux parents la T21, ses caractéristiques et sa prise en charge Les parents qui ont participé de façon active aux échanges disent avoir beaucoup appris et souhaitent que ces échanges se tiennent au moins une fois par trimestre.	Organiser une séance d'échanges sur les maladies handicapantes ou invalidantes
Renforcer les capacités	Une séance d'échanges et de formation portant sur la "guidance parentale" a été animée par le				Derrière le mot handicap, se profilent des représentations souvent négatives et blessantes : c'est un handicapé, un	Organiser deux séances de formation le trimestre prochain

Activités menées	Résultats obtenus	Cibles atteintes			Commentaire	Recommandations ou perspectives
		M	F	Total		
des parents et leaders communautaires en matière de prise en charge des EHA	CP en deux jours à l'endroit de 40 parents et 18 leaders communautaires. Cette animation était axée sur la définition du handicap, les différents types du handicap, les causes et conséquences du handicap, et la prise en charge ou l'accompagnement.	39	19	58	mongolien... Oser en parler permet d'évacuer les ancrages socioculturels qui s'y attachent. Cette activité vise à faire prendre conscience aux parents, du handicap de l'enfant dont ils ont la charge, et s'armer de connaissances pour aider le patient à vivre mieux avec sa déficience.	
Organiser l'activité "Tirer la sonnette" les 12 et 17 mars 2018 à Bassam et Abidjan.	Environ 500 enfants-élèves dont 55 enfants avec handicap et 445 non handicapés ont participé à cette activité qui vise à attirer l'attention des autorités politiques et administratives sur le droit à l'éducation des enfants en situation de handicap. Une communion totale et un véritable brassage entre enfants avec handicap et sans handicap notés.	280	220	500	Cette activité ayant regroupé une cinquantaine d'autorités locales ainsi que des parents d'enfants handicapés a été l'occasion d'interpeller celles-ci sur le droit à l'éducation des enfants porteurs de handicap. L'activité a contribué à sensibiliser la communauté, la société civile et les autorités politiques aux droits des enfants en situation de handicap à l'éducation et à la notion d'inclusion.	Reconduire l'activité mais surtout à l'intérieur du pays.

### Programme ESB

Sensibiliser les OCB	Les communautés et associations de jeunes et de femmes formées à la prévention et la médiation pénale ; mise en place de comités de médiation sectorielle ESB	46 acteurs communautaires dont 28 à Adjamé et 18 à Attécoubé			Mobilisation ayant permis de faire le suivi des activités de médiation. Dans tous les lieux, il faut souligner la détermination des acteurs à œuvrer que les ECL ne partent plus en prison. Les comités devront veiller à cela et rendre compte au Programme.	Continuer la sensibilisation des communautés sur la prévention et la médiation et faire le suivi des activités
Réunion du groupe COM	2 réunions du groupe COM ont été tenues	3 ONG locales (DDE-CI, MESAD, CAE 1. Ministère/ DPJJEJ 2. ONG inter. FA et CICR			Identifier les problèmes du COM notamment les problèmes d'hygiène, bilan des activités des membres du groupe, création d'un blog pour les ECL du COM Proposition de dates pour aboutir à des actions de plaidoyer	Il serait souhaitable à la longue d'initier des rencontres tournantes en vue d'une plus grande implication des acteurs

### AXE 3 : Actions de renforcement des capacités des acteurs de la société civile

#### Programme EVA

Organiser une formation sur l'écoute active	-02 séances de formation des animateurs du centre sauvetage ; les participants ont été instruits à l'usage de l'écoute active pour une meilleure prise en charge des bénéficiaires.	08	06	14	Les participants ont apprécié l'activité.	Poursuivre l'activité..
---------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----	----	----	-------------------------------------------	-------------------------

Activités menées	Résultats obtenus	Cibles atteintes			Commentaire	Recommandations ou perspectives
		M	F	Total		
<b>Programme ESB</b>						
Réalisation d'émissions radio	Les médias font un large écho du volet restauratif des ECL auprès du public, sur l'impact du programme enfance sans barreaux sur les bénéficiaires, l'éducation des enfants et la contribution des communautés dans la restauration des enfants.	4 émissions radios			Les médias ont au cours de cette année informé et sensibilisé la population sur les ECL aux fins de faciliter leur réinsertion. Seulement quelques médias accordent un temps d'antenne ou un espace aux ECL.	Augmenter le nombre des medias par la formation et la sensibilisation
<b>AXE 4 : Plaidoyer</b>						
<b>Programme EVA</b>						
Participer aux rencontres inter-structures sur l'enfant	-03 réunions mensuelles de réseau EDR -03 réunions mensuelles du groupe de travail protection, Elaboration d'une procédure commune de prise en charge des enfants en situation difficile (en cours de finalisation). 01 action de rue menée	Les ONG membres du réseau Enfants De la Rue (EDR)			Mise en place de bonnes pratiques pour une organisation efficiente des actions de rue de jour comme de nuit. Les participants ont analysé la question des enfants en situation de détresse, notamment ceux de la rue, le phénomène d'enlèvements des enfants. Le réseau EDR en réflexion sur des plans d'action visant à mieux organiser les actions de rue aussi bien de jour que de nuit.	continuer de participer aux différentes réunions.
<b>Programme ESB</b>						
Plaidoyer auprès des juges	Les dossiers des ECL sont présentés aux Juges des enfants par le programme qui en fait un suivi auprès de ceux-ci en vue de la libération des ECL tout en impliquant leur famille	3 Juges d'enfants des Tribunaux du Plateau et Yopougon, Policiers de la Brigade des mineurs, Educateurs du COM, Garde pénitentiaire de la MACA et du COM			Les gardes pénitentiaires, les officiers de police judiciaire ainsi que les éducateurs sont de plus en plus sensibles aux questions de protection et de droits des enfants en conflit avec la loi. Les juges sont favorables pour apporter des réponses autre que la détention des ECL ; cependant il faut noter le manque d'alternative.	Favoriser la déjudiciarisation des litiges impliquant les enfants  Former davantage les acteurs de la justice y compris les magistrats
Plaidoyer auprès des OPJ	Les officiers de police judiciaires de la BPM sont sensibilisés et convaincus d'apporter aux ECL des réponses restauratives	25 OPJ de la BPM			Les OPJ recherchent de plus en plus, des solutions restauratives en faveur des ECL en lieu et place des répressions systématiques	Permettre à la police sous le contrôle du procureur de la république, de déjudiciariser certains litiges
Plaidoyer auprès du	Des rencontres effectuées permettent l'amélioration des conditions des mineurs sous OGP et MD	Les directeurs et sous-directeur			Exécution des régimes de détention conformément aux règles et standards Identification des difficultés et recherche de solutions.	

Activités menées	Résultats obtenus	Cibles atteintes			Commentaire	Recommandations ou perspectives
		M	F	Total		
COM et de la MACA	Plaidoyer auprès des éducateurs, des gardes pénitentiaires, pour protéger davantage les droits des enfants privés de liberté	les éducateurs intervenants			Suivi de la gestion des dons	Prévoir des séances de renforcement des capacités des intervenants du COM et MACA

### 3. DIFFICULTÉS AU NIVEAU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Axes d'intervention	Difficultés	Solutions apportées	Recommandations	Responsable
<b>Programme EHA</b>				
Organiser des séances de groupes de parole avec les mamans de la rééducation	Irrégularité des mamans aux animations des groupes de parole.	Motiver les mamans/mères des EHA à prendre part aux groupes de parole.	Organiser les séances de groupe de parole les samedis	CP, AS
apporter aux EHA, une assistance médicale appropriée et de qualité.	-Irrégularité des EHA aux séances de rééducation	-Séances de sensibilisation et des visites à domicile.	Poursuivre les visites à domicile et les séances de sensibilisation	-Kinés, AS
apporter une éducation adaptée/spécialisée aux EHA).	-Insuffisance du personnel encadrant à l'éveil. -Hétérogénéité des groupes- classes par insuffisance du personnel encadrant; -Irrégularité de certains enfants aux activités d'éveil	-Appui des bénévoles de l'Apeh-Yop et des stagiaires de l'INFS. -Appui des stagiaires de l'INFS pendant leur période de stage - Recherche de financement pour accroître le nombre d'éducateurs.	-Demander la mise à disposition des fonctionnaires de l'Etat à DDE-CI. - Engager un psychologue stagiaire ou un psychologue vacataire (temps partiel) pour la détermination exacte du handicap	-PCA -DE
apporter aux enfants un appui psychosocial	Le manque de psychologue sur le programme pour approfondir les écoutes	Nous utilisons les services d'une assistante sociale bénévole	Pourvoir au programme un psychologue vacataire ou un psychologue stagiaire	-DE -Administration
<b>Programme ESB</b>				
<i>Assistance médicale, alimentaire, temporaire d'hébergement</i>	Manque de médicaments, insuffisance des dons en vivre et non vivre, non communication des adresses exactes des parents pour la réinsertion Certains enfants n'ont pas de référents, ce qui complique les plaidoyers pour leur libération Absence de centre de transit	Echange avec l'administration du COM pour la diversification des partenaires afin d'obtenir plus de dons, Multiplication des écoutes et entretiens en vue d'avoir les informations exactes pour la réinsertion des enfants	Augmenter le nombre d'animateur sur le programme, Faire des dons réguliers afin que les enfants puissent en bénéficier régulièrement	Animateurs, Médecin CP Administration DDE-CI
<i>Mobilisation sociale</i>	La réunion du groupe COM ne mobilise plus les partenaires	Proposition de plan d'action concret et d'actions précises à mener ainsi que de résultats de plaidoyer	-remobiliser les partenaires, - propositions concrètes d'activité	CP ESB

<i>Plaidoyer</i>	-Non disponibilité souvent des juges des enfants, - Les vacances judiciaires qui ne favorisent pas de bons résultats pour les plaidoyers	- envoi de lettre de plaidoyer aux différents juges	- renforcer l'équipe de plaidoyer et d'animateurs en contact avec les juges et les responsables du COM de sorte à pouvoir faire le tour au moins chaque semaine	Animateurs, CP ESB Administration DDE-CI
<b>Programme EVA</b>				
<i>Gestion du centre sauvetage</i>	Les difficultés financières énormes pour la gestion du centre Sauvetage qui assure la prise en charge holistique de ses petits pensionnaires en transit, ont causé des désagréments à ce projet	Envisager des mesures de récession économique	Mettre en place un mécanisme de mobilisation des fonds pour un environnement plus adapté aux enfants.	CA
<i>Hébergement, besoins vitaux</i>	La rareté des ressources financières propres à la mise en œuvre ; Ce centre est budgétivore.	La collaboration avec les autres partenaires gestionnaires de centres d'accueil	Ecrire et soumettre des projets	CP protection DE

#### **4. ACTIVITES REALISEES AU NIVEAU DE LA COORDINATION, SUPERVISION ET REPRESENTATION**

Les taches ordinaires de conduite de réunions hebdomadaires du staff, de visites de terrain et les représentations dans les manifestations publiques (réunions avec les directions techniques des ministères en charge de l'enfant, les ateliers de formation etc.) ont été assumées selon notre disponibilité.

##### ***4.1. Activités au niveau de la gestion des ressources humaines et administration***

CODE	Libellé de l'activité	Objectif		Etat de réalisation	Commentaires
		Planifié	Réalisé		
<b>COMPOSANTE 1 : RESSOURCE HUMAINE</b>					
	Congés annuels du personnel			<b>Réalisé</b>	La planification des congés annuels a été réalisée et mise à la disposition des différents programmes pour approbation et validation. Cette planification a été affichée pour une bonne visibilité de la mobilité des ressources humaines.
	Fonctionnaire détaché	Demande d'un fonctionnaire mis à disposition	<i>1 demande a été déposée au niveau du Ministère de la Famille</i>	<b>En attente d'affectation</b>	Pour le renforcement de l'équipe du programme EHA en remplacement d'un agent retourné à son Ministère de tutelle
	Contrat de travail		<i>3 contrats de travail ont été établis</i>	<b>Réalisé</b>	3 contrats CDD pour la période de janvier à décembre 2018, déclaration CNPS et assurance ont été réalisées
	Remplacement de personnel au CESEH	Remplacement du second kiné parti	<i>Réalisée par le recrutement d'une nouvelle</i>	<b>réalisé</b>	Une autre professionnelle du domaine, fonctionnaire de l'Etat pas encore affectée, a été recrutée en CDD.
<b>COMPOSANTE 2 : Renforcer la Coordination, la Gestion.</b>					
	Assurer la gestion administrative de DDE-CI	La gestion administrative de DDE-CI est assurée	<i>La gestion administrative de DDE-CI a été assurée</i>	<b>Réalisé</b>	2 réunions des membres du Conseil d'Administration de DDE-CI ont été tenues.
	Assurer la gestion de la caisse	La gestion de la caisse de DDE-CI est assurée	<i>La gestion de la caisse de DDE-CI a été assurée</i>	<b>Réalisé</b>	1 seul arrêté de caisse est effectué avec la comptabilité compte tenu de l'installation et de la mise en œuvre d'un logiciel de caisse conformément aux recommandations de la mission d'audit

#### 4.2. Autres activités réalisées au niveau de l'administration

Outre les activités menées avec la Directrice Exécutive et les rencontres avec les différents partenaires, nous avons été amenés à effectuer certaines tâches résumées dans ce tableau :

N°	Libellé de l'activité	Résultats & Commentaires
1	Révision et finalisation du Manuel de Procédure Financière et Administrative de DDE-CI	Finalisation du Manuel de procédure en tenant compte des amendements des membres du CA et des amendements sortis des travaux d'équipes des programmes.
2	Contrat de bail	Réalisation de deux contrats de bail pour des nouveaux locataires des magasins du CREA
3	Séance de travail	1 séance de travail avec le Sous-Directeur de la Gestion des personnels du Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la clarification de l'annotation des fonctionnaires mis à la disposition de DDE-CI au titre de l'année 2018 et de la conduite à tenir pour les années à venir.



## 5. BILAN FINANCIER (CF. EN ANNEXE)

## 6. DIFFERENTS PROGRAMME EN IMAGES :

### ❖ Programme Enfants handicapés (EHA)

- Activités de rééducation fonctionnelle



Exercices de marches avec trotteuse



Mise en pratique des exercices appris

- Activités sportives en interne



- Activités De mobilisation sociale et communautaire



Séances de sensibilisation sur l'environnement et l'impact du sport sur les enfants handicapés

## ❖ PROGRAMME ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES ET D'ABUS (EVA)

- Séances d'écoute et de remise de kits



- Activités de soins médicaux et de réinsertion familiale





- Activités socioéducatives et d'écoute d'une mère d'enfant



## ❖ PROGRAMME ENFANCE SANS BARREAUX (ESB)

- ❖ Présentation du programme ESB



- Atelier avec les leaders communautaire sur la justice restaurative



- Atelier sur les études et investigations sur à la justice juvénile



## **Conclusion**

En dépit des difficultés financières qu'a connues l'ONG DDE-CI, les équipes des différents programmes ont pu mener des activités avec et pour des enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles. Ainsi, les actions menées au niveau politique et de la société civile ont permis au gouvernement de s'engager dans l'amélioration des conditions de vie des enfants en mettant par exemple en place un comité pour lutter contre les mariages précoces, la révision des textes de loi relatifs à justice juvénile. On note également l'implication des leaders communautaires dans les actions de DDE-CI, la presse qui contribue à la vulgarisation et la diffusion des droits des enfants et de actions de DDE-CI. Ces actions ont permis la visibilité de l'ONG Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire.

Concernant les actions directes en faveur des différentes cibles, plus de 1.800 enfants ont été touchés grâce aux activités réalisées par DDE-CI. Ces enfants ont bénéficié des soins médicaux appropriés et ont recouvré pour la majorité la santé, d'une écoute active qui a abouti à trouver avec les écoutés une piste de solution à leur problème ou à réaliser des projets de vie, d'une éducation adaptée, d'une alimentation relativement équilibrée.

Malgré ces progrès réalisés, il existe des difficultés qui ne doivent pas être occultées. Le manque de financement surtout à DDE-CI inhibe la réalisation de ses programmes.

Des réflexions doivent être profondément menées pour la mobilisation des fonds pour les années à venir.